



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
12 septembre 2017

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

LE 12 SEPTEMBRE, TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE

Une fois de plus, le président Macron s'est lâché par une petite phrase bien chargée de mépris. Il a déclaré qu'il ne céderait « ni aux fainéants, ni aux cyniques ni aux extrêmes ». Il voudrait jouer au chef d'État droit dans ses bottes, disposé à faire passer ses mesures en force. Mais gare à l'effet retour et à la colère du monde du travail !

Les ordonnances des patrons

Dévoilées fin août, chacune des mesures des ordonnances modifiant le code du Travail est une attaque en règle contre les travailleurs : licenciements à peu de frais, précarité accrue pour les salariés, et liberté pour les patrons de faire leur loi dans chaque entreprise.

Pour le président du Medef, Pierre Gattaz, ce n'est qu'une « première étape » : il en demande plus. Édouard Philippe prépare déjà une suite : la hausse de la CSG, une réforme des retraites et celle de l'assurance chômage, et pour les plus riches, une quasi-suppression de l'ISF. Alors qu'on soigne les patrons au nom du sauvetage de l'économie, voilà que les grandes entreprises affichent des bénéfices record : plus de 50 milliards de bénéfices au premier semestre 2017 pour les entreprises du CAC 40, soit 25 % de plus que pour le premier semestre 2016.

Et il faudrait qu'on laisse faire ? Il faudrait qu'on écoute la CFDT, qui avait déjà approuvé la loi El Khomri au printemps 2016 et récidive ? Il faudrait qu'on se résigne, comme nous y convie le secrétaire général de la confédération FO alors que nombreux sont les syndicats de sa confédération qui vont participer à la manifestation du 12 septembre ?

Des raisons de participer massivement à cette journée de grève et manifestation appelée par la CGT, la FSU et SUD, on en a plus qu'il n'en faut.

Le plafonnement de l'indemnité pour licenciement abusif doit permettre au patron de vous licencier même de façon parfaitement illégale en sachant que cela ne lui coûtera pratiquement rien.

Le droit accordé aux patrons des petites entreprises de négocier directement avec leurs salariés, en dessous même des minima fixés par les accords de branche, va leur permettre d'imposer baisses des salaires, suppressions de primes ou

augmentation des horaires en pratiquant le chantage aux suppressions d'emplois ou à la fermeture. C'est une pratique déjà courante, y compris dans de grandes entreprises. Elle deviendrait la règle.

La durée des CDD et le nombre de leurs renouvellements possibles pourrait être modifiés selon les branches au gré des besoins du patronat, accroissant encore la précarité des emplois.

Quant à la fusion prévue des divers types de délégués du personnel (DP, Comité d'entreprises et CHSCT), elle vise à enfermer l'activité des délégués du personnel aux seules séances de papotage avec les directions, le fameux « dialogue social » qui devrait remplacer les luttes.

Le massacre des emplois aidés

Le gouvernement ose parler de politique pour l'emploi. Mais il est le premier des licenciements, avec la réduction drastique du nombre d'emplois aidés qui passeront de 460 000 en 2016 à 310 000 fin 2017.

Répartis essentiellement dans les services publics et dans des associations assurant des services sociaux, ces salariés remplissent des tâches indispensables : dans cette rentrée scolaire, de nombreuses mairies n'ont pas pu assurer le bon fonctionnement des cantines des écoles ou ont supprimé carrément des activités périscolaires ou de soutien aux élèves en difficulté ou handicapés.

Cette journée de grève et manifestations du 12 septembre doit être le plus massivement suivie. Et il ne faudra pas en rester là. Une journée d'action le 21 septembre, jour prévu pour la signature des ordonnances, est déjà annoncée par la CGT. Indépendamment de toutes les tactiques, accords ou désaccords des directions syndicales, **il ne tient qu'à nous de faire du 12 septembre le point de départ d'une riposte générale du monde du travail.**

Catastrophorèse ?

La ligne de la cataphorèse a été remise à neuf pendant l'été, mais elle n'est pas encore au point. Entre le métal qui joue, le raccourcissement de la ligne et quelques réglages, la production est logiquement en-dessous du plein rendement.

Ce qui n'est pas logique, c'est de nous faire revenir le samedi pour compenser.

Croissance de l'exploitation

PSA affiche pour la 3^{ème} année consécutive une triple croissance : de marge opérationnelle, de volume et de position financière nette. Une « rentabilité record » pour PSA qui toucherait 1 400 € par voiture vendue, selon Le Figaro, contre 1 000 euros pour Renault.

C'est sûr qu'ils ont bien « pushé » pour passer : conditions de travail, effectifs, tout y est passé pour satisfaire la bête. Leur triomphalisme mérite bien un retour de boomerang.

Le racket de la Mutuelle PSA s'amplifie

La direction veut modifier la mutuelle à partir du 1^{er} janvier prochain.

Les remboursements vont diminuer dans certains cas pour la mutuelle de base. Et pour ceux qui ont l'option, ça va être 9,4 % d'augmentation des cotisations (+ 3 € par mois, + 1 € par enfant). Les cotisations des retraités augmenteront de 6 € pour la mutuelle de base et de 3 € pour l'option. Et la direction annonce son intention d'augmenter en 2019 la cotisation des conjoints des salariés. PSA fait des milliards de profits mais n'augmente pas sa part.

Cette mutuelle obligatoire, c'est du vol.

À PSA, les enfumeurs ne manquent pas d'air

C'est le tour de PSA d'être épinglé pour avoir truqué les tests des moteurs diesel sur près de 2 millions de véhicules. La direction vocifère, mais pour tous nos collègues des centres techniques PSA c'est l'évidence même. PSA risque jusqu'à 5 milliards d'euros d'amende, payables à l'État qui a favorisé le diesel pour les intérêts des patrons français de l'automobile, Peugeot en tête.

Nous, on n'a rien à voir avec leurs méthodes de voyous, c'est à cette famille Peugeot de milliardaires de payer. Elle pourra se faire aider par ses PDG incriminés : Tavares, Varin, Streiff, Folz. Qu'ils prennent sur leurs retraites-chapeau et salaires scandaleux.

Opel à solidarité

La direction de PSA se répand dans la presse pour indiquer que les pertes financières du groupe Opel-Vauxhall, racheté par PSA l'an dernier, seraient si

importantes qu'elles justifieraient des suppressions de postes massives parmi les 21 000 salariés allemands.

Licencier les travailleurs de là-bas pour faire peser une charge de travail accrue sur ceux d'ici, on reconnaît bien là les méthodes appliquées depuis des années par la direction de PSA, en France comme à l'étranger. À moins de leur opposer nos « synergies » solidaires.

C'est PSA qui organise le blocage

Les salariés de GM&S ont rendu visite au site de PSA Poissy mardi dernier. C'est à travers un mur de cadres et de CRS que les ouvriers de PSA, qui comprennent leur combat, ont pu dire leur sympathie. Jeudi dernier, le tribunal a validé l'offre de reprise de GM&S par GMD, qui ne reprendrait que 120 salariés sur 276. Ceux qui ne sont pas repris n'auront droit qu'à 14 000 € pour 20 ans d'ancienneté.

Les salariés n'attendaient rien du tribunal et continuent leur pression sur les responsables : PSA et Renault, qui organisent l'étranglement de GM&S depuis des années. Ils continuent de se battre et ils ont bien raison au vu des profits annoncés par PSA cet été.

Les ouvriers slovaques montrent l'exemple

Après 6 jours de grève en juin dernier à l'usine Volkswagen en Slovaquie, les 10 000 ouvriers grévistes ont gagné une augmentation de 14,1 %, une prime de 500 euros et une journée de congé en plus.

Payés moins de 1 000 € pour fabriquer des Porsche Cayenne et des Audi Q7, ils ont considéré qu'ils n'avaient pas à toucher moins que leurs collègues allemands pour le même travail. De quoi donner des idées à leurs collègues tchèques, serbes, hongrois, ou... français !

Promesse d'alcoolique

Le ministre de l'Action et des Comptes Publics Gérard Darmanin n'a pas mâché ses mots face au parterre de grands patrons qui le recevaient à l'université d'été du Medef mercredi 30 août. « *On ne fera pas toujours ce que dira le Medef* », a-t-il clamé.

Sans doute, mais ce sera faute de réussir, pas d'avoir essayé...

Rentrée sociale... à l'école aussi

Entre les contrats aidés supprimés et le manque d'enseignants (aggravé par le passage à 12 élèves dans certains CP, sans embauche), parents et instits manifestent leur colère dans nombre d'écoles de Caen, comme partout en France. Cette situation empire d'année en année. Le ministre voulait une rentrée scolaire en musique, mais usagers et salariés du service public en ont assez qu'on leur joue du pipeau.